

Contribution de l'AADP
à la consultation publique
sur une proposition de tarif minimum
pour la livraison des livres neufs.



20 mai 2022

Association pour l'Avenir des Diffuseurs de Presse
77, route des Mouilles 74400 Chamonix Mont-Blanc
marchandsdepresse-aadp@orange.fr Marchandsdepresse.com

Table des matières

1 Cadres d'intervention.....	3
2 Objectifs.....	4
3 Apports de l'AADP	4
Sur le lien entre le périmètre de l'action envisagée et ses conséquences réelles.....	4
Sur l'importance de la vérité des coûts.....	5
Sur la méthode de détermination du montant minimum.	6
Sur la valeur du montant minimum.	6
Sur l'instauration d'un seuil de quasi-gratuité.....	7
Sur les précisions d'application	8
Conclusion	8

1 Cadres d'intervention

L'ARCEP a clairement défini le cadre juridique dans lequel ce projet s'établit (L'article 1 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (dite loi Lang), modifié par l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021)

L'AADP intervient pour le compte des détaillants dont le maintien d'un réseau dense est déclaré impératif par ces textes de loi.

- a) A titre d'exemple de l'intérêt porté à cette notion de nécessité d'un réseau dense voici le résultat de notre étude sur le lien entre la distance minimale que le consommateur doit accepter de parcourir pour s'approvisionner en presse et la part de la population dans l'incapacité de trouver un accès au produit presse dans ce rayon.

Distance Routière du PDV le plus proche	1 Km	2 Km	3 Km	4 Km	5 Km	6 Km	7 Km	10 Km	20 Km
Part des communes non desservies	66.4%	64.3%	54.7%	40.7%	27.4%	17.4%	10.6%	2.1%	0
Population (2018) non desservie	13.1 M	12.5 M	9,5 M	6.3 M	3.7 M	2 M	1.1 M	156 K	0
Part de la population non desservie	20.16 %	18.74 %	14.66 %	9.75%	5.72%	3.14%	1.68%	0.24%	0

Lecture : si le consommateur accepte de se déplacer jusqu'à 5 Km pour acheter de la presse, 5.72% de la population n'est pas approvisionnée. S'il n'accepte qu'un déplacement maximal de 4 Km, 9.75% de la population n'est pas en capacité d'acheter.

Une étude en ce sens pourrait utilement être menée pour le livre.

L'ensemble du réseau de détaillants constitue l'élément de comparaison à chaque plateforme en termes de chiffre d'affaires.

- b) La part des points de vente de presse commercialisant le livre est importante. Selon feu le CSMP 25% des points de vente de presse de proximité (hors univers alimentaire) proposent des livres à leur clientèle.
<http://www.csmp.fr/index.php//Menu/La-distribution/Presse-et-distribution/Le-livre>
- c) L'équilibre économique de bien des points de vente de presse repose sur la marge dégagée par la vente du livre. Celle-ci vient bien souvent compenser des pertes

occasionnées par la vente de presse pour équilibrer le compte de résultats de ces entreprises et ainsi leur permettre de continuer leur activité.

- d) La commercialisation du livre constitue un élément essentiel des possibilités de diversification des marchands de presse pour maintenir leur activité. La part des points de vente de presse commercialisant le livre est donc en croissance.
- e) Les éditeurs de livres considèrent les marchands de presse comme un nouveau segment utile à leur développement et ont mis en place depuis quelques temps des moyens dédiés spécifiques (équipes, offre) au traitement et au suivi commercial de cette catégorie spécifique de revendeurs.

2 Objectifs

De la lecture des objectifs indiqués dans la consultation nous retenons que :

- La nature de l'objectif visé par la Loi est à la fois économique et écologique.
- L'objectif est de « traiter une sérieuse distorsion de concurrence entre les librairies physiques et les sites de vente en ligne » afin de « Maintenir sur le territoire un réseau dense de détaillants ».
- Définir une structure tarifaire simple pour la livraison à domicile de produits achetés en ligne permet de répondre au besoin et d'apporter une clarification utile, tant pour les lecteurs que pour la filière.

L'AADP partage l'idée d'impérieuse nécessité de préserver un réseau dense de détaillants tout en favorisant le développement du marché. Cela n'est pas incompatible. Proposer un plancher tarifaire pour la livraison des livres nous paraît une bonne mesure.

3 Apports de l'AADP

Il nous semble utile de soulever quelques remarques par rapport au projet tel qu'il est présenté

Sur le lien entre le périmètre de l'action envisagée et ses conséquences réelles

Le développement du marché du livre repose essentiellement sur trois paramètres :

- L'intérêt suscité
- L'accès
- Le prix

La question du prix minimum à fixer pour la livraison, en ne s'inscrivant que dans l'étude du troisième paramètre, ne doit masquer ni l'existence ni l'importance des deux autres.

L'intérêt suscité repose à la fois sur l'initiation scolaire et la promotion mais également et surtout sur le contenu. La captation du marché par un nombre réduit de distributeurs risque d'affecter la richesse de l'offre.

L'accès au marché, peut également être modifié significativement par la réponse à cette question du prix minimum fixé pour la livraison. Et ce, tant pour les producteurs que les consommateurs.

Le paramétrage du seuil tarifaire aura de graves conséquences. S'il est fixé bas il ne fera que légitimer la distorsion de concurrence

Sur l'importance de la vérité des coûts

Minimiser le coût global (fourniture et livraison) permet de maximiser les ventes. Mais ce n'est pas pérenne. Cette globalisation induit la compensation des coûts réels de livraison non répercutés par une réduction de la marge sur la vente du produit. Cela a deux effets très négatifs pour l'avenir.

- a) La rentabilité du produit est tirée vers le bas.
 - b) L'équilibre du réseau de vente est mis en danger
-
- a) La volonté légitime des vendeurs de capter une part croissante de marché les incite naturellement à réduire le prix global pour présenter l'offre la plus attractive pour le consommateur. Cela tire non seulement les prix vers le bas mais également les marges.
 - b) Les détaillants ne sont pas en mesure de résister à cette lutte tarifaire. Ils disparaîtront donc forcément.

Le risque est grand de voir des acteurs puissants s'emparer du marché quitte à perdre de l'argent, momentanément, avant de pratiquer une politique moins favorable au consommateur une fois le marché capté.

Il n'est également pas sain (ni pour le consommateur ni pour ceux qui produisent ou participent à la distribution), d'instaurer un système tirant les marges vers le bas.

Enfin, si les coûts de livraison augmentent dans l'avenir, l'altération de la rentabilité provoquée par la globalisation ne pourra profiter qu'aux acteurs les plus solides, au détriment du réseau de détaillants que l'on souhaite protéger aujourd'hui.

Il nous paraît indispensable de dissocier les coûts de vente et de livraison en interdisant la compensation de l'un par l'autre. Les coûts de livraison du livre doivent refléter la réalité et évoluer au même rythme que le coût de livraison des autres produits. Sans cela le consommateur ne pourra pas concevoir la réalité et le marché sera faussé, provoquant la destruction du réseau de détaillants.

Sur la méthode de détermination du montant minimum.

Les parangonnages versés au dossier sont utiles et devront être régulièrement réévalués.

Ils permettent de déterminer les coûts réels du moment.

Il faut cependant prendre en considération, dès à présent, l'évolution prévisible de ces coûts.

Une indexation ou une revalorisation programmée nous semble indispensable.

Sur la valeur du montant minimum.

Le coût d'un transport dépend de trois paramètres (poids, volume, distance).

Il peut être nuancé par une fréquence, mais uniquement de manière marginale.

Les tarifs présentés dans les parangonnages font abstraction de la « distance ». Cela peut s'entendre au titre de l'équité de service due aux citoyens sur le territoire.

Le paramètre « volume » varie très faiblement dans le cas du livre.

C'est le paramètre « poids » qui varie le plus fréquemment, et constitue la variable principale de détermination du prix du transport du livre. Encore ce poids est-il dans la grande majorité des cas inférieurs à 1 Kg.

Les entreprises de transport du privé dont les tarifs sont indiqués dans le parangonnage n'ont pas toutes les mêmes visées. Certaines d'entre elles offrent un service orienté vers la réduction du délai de livraison. D'autres privilégient la livraison de colis bien plus lourds ou volumineux que le livre. Nous ne saurions valablement les retenir.

Seuls les tarifs de trois entreprises sont susceptibles de refléter les coûts de transport du livre : La Poste, DPD France, UPS, France. Ces trois entreprises déterminent leurs tarifs en fonction du poids des objets transportés. Et pour un colis de 1 Kg leur prix varie dans une fourchette limitée entre 7.58 € et 10.50 €.

Dans ces conditions :

- Nous voyons mal comment le transport du livre pourrait n'être facturé que 3€ au consommateur alors même qu'il en coûterait le triple à l'expéditeur. La différence ne peut que s'imputer sur le prix de vente du livre, contournant ainsi la Loi Lang.
- Il nous semble que ce prix proposé de 3 € est plus lié au prix de vente du livre qu'au coût réel du transport et nous ne pouvons valider une telle démarche totalement contraire à l'esprit de la Loi Lang.

- Tout au plus pourrait-on considérer que le poids moyen d'un livre et de son emballage est légèrement inférieur à 1 Kg pour réduire le montant minimal des frais d'expédition. La Poste est seule à donner des indications en ce sens et la minoration de prix n'est au mieux que de 0.65 € pour la tranche de poids inférieurs à 1 Kg (7.45 €) et 0.90 € encore en moins pour la tranche en dessous (de 251 à 500g : 6.00 € ou 6.55 € suivant le service retenu).
- Enfin, fixer un prix inférieur au prix d'envoi d'une lettre, contribue à délégitimer le tarif d'envoi du courrier de La Poste. Le citoyen à qui l'on demande de comprendre qu'un envoi plus lourd coûte plus cher ne pourra pas en même temps comprendre que l'envoi de livres, dont le poids est supérieur au courrier, soit inférieur en coût. Et il sera difficile par la suite de justifier des augmentations de coûts.

Afin de maximiser les ventes sans porter atteinte à la pérennité du réseau de détaillants l'AADP suggère de retenir un prix minimal fixé en fonction du poids des livres envoyés :

Moins de 1 Kg : 6,00 €

Plus de 1 Kg : 6.00 € + 0.75 €/tranche d' 1Kg supplémentaire

Sur l'instauration d'un seuil de quasi-gratuité

On ne peut justifier une décision par le constat d'une pratique.

Le fondement de la pratique commerciale est l'intérêt privé. Ce n'est pas celui du consommateur.

Ce qui peut paraître bon pour le consommateur et le marché dans l'immédiat ne peut que se retourner contre ce même consommateur et les producteurs dans un proche avenir, au seul profit d'un nombre de distributeurs en constante réduction. (cf. b) Sur l'importance de la vérité des coûts).

L'AADP recommande d'éviter l'instauration de ce seuil de quasi-gratuité qui ne constituerait qu'un artifice pour masquer une orientation favorable aux distributeurs les plus influents au détriment de l'importance du réseau de détaillants que l'on déclare vouloir protéger.

Le législateur l'a d'ailleurs prévu dans son texte en y introduisant les termes « en aucun cas » qui signifient clairement qu'il ne peut pas y avoir un cas, validé par un seuil ou par tout autre critère que l'on pourrait imaginer, qui permette de s'exonérer de l'interdiction créée par la Loi de livrer gratuitement des livres.

Le montant de 0.01 € proposé, le minimum légal, ne peut être validé que par l'acceptation que la Loi soit contournée. Il est totalement déconnecté de la réalité des coûts et n'a d'autre fondement que le contournement de la Loi.

Sur les précisions d'application

Les modalités proposées nous semblent relever du bon sens.

Il nous paraît toutefois évident qu'il en manque une indispensable si l'on ne veut pas que cette décision soit totalement inopérante car aisément contournable :

La décision ne doit pas se limiter au livre neuf sous peine qu'un simple travail d'écriture, permettant de transformer un livre neuf en produit d'occasion, permette de contourner la décision. Les plateformes exerçant la commercialisation des deux n'auraient aucune difficulté à transformer des livres neufs en livres d'occasion par l'introduction d'un intermédiaire totalement dépendant de ces plateformes, voire purement théorique.

L'AADP recommande le retrait de l'adjectif « neuf » de la décision à venir.

Par ailleurs, certains points de vente du livre exerçant également une activité de Relais Colis, il est nécessaire de s'assurer que les livraisons de commandes en ligne autres que celles des sites propres à ces points de vente ou des portails nationaux, régionaux ou spécialisés, ne puissent pas bénéficier de l'exonération des frais de port. Le SLF référence à ce jour cinq portails nationaux, neuf régionaux et trois spécialisés (Lalibrairie.com, les libraires.fr, Parislibrairies.fr, etc).

Conclusion

Le principe de base de fixation d'un seuil de tarification du prix de la livraison du livre est indispensable mais il convient d'être attentif à différents éléments pour que son application soit efficace (périmètre, niveau, revalorisation).

En revanche la fixation d'un seuil de quasi-gratuité ne nous paraît pas de nature à profiter durablement au consommateur, aux éditeurs et au réseau de détaillants.

La Loi Lang a institué le prix unique du livre pour protéger le réseau de détaillants du livre. L'intégration du coût de livraison dans le prix du livre ne doit pas conduire à renier cette notion de prix unique. Cette loi a d'ailleurs prévu une marge de remise commerciale de 5% pour éviter les distorsions. L'intégration du coût de livraison dans le prix du livre ne peut se soustraire à cette contrainte, sauf à accepter de privilégier désormais un nombre d'acteurs réduit. Mais cela conduirait inévitablement à court terme à la disparition du réseau de détaillants que l'on déclare vouloir protéger d'une distorsion de concurrence.